

# Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Superno : « la relance de la croissance est impossible » .....                               | 2  |
| LOST in Productivism.....  | 5  |
| Photographie - Edward Burtynsky au pays du pétrole.....                                      | 7  |
| Le baril de Brent qui repasse sous la barre des 100 dollars.....                             | 8  |
| Le petit éolien en nombre chez des particuliers.....   | 9  |
| Indignez-vous ! Avec la journée mondiale de mobilisation le samedi 15 octobre.....           | 10 |
| Courir sur le tapis roulant : vers quoi ?.....   | 12 |
| Transition énergétique : ça urge !.....  | 14 |
| Au pied des Alpes, petits gestes, grande cause.....  | 16 |
| Un coût excessif du pétrole entraîne généralement une récession.....                         | 18 |
| Agrocarburants et déforestation :  |    |
| Paris et Bruxelles assument (tous comptes faits).....  | 19 |
| Climat : Bruxelles envisage de tout laisser tomber !.....                                    | 22 |
| Vers un avenir « terrible » sans changement de cap (Agence internationale de l'énergie)..... | 24 |
| L'avenir sera "terrible" sans changement de cap selon l'AIE.....                             | 25 |
| Exxon et Craig Venter tombent en panne d'algues.....   | 26 |
| Ce qui attend Sonatrach dans la Libye sans Kadhafi.....                                      | 28 |

# Superno : « la relance de la croissance est impossible »

Samedi 1 Octobre 2011

**A droite comme à gauche, on prône la croissance comme seule issue de la crise. Selon notre blogueur associé SuperNo, « tous les dirigeants qui prônent la croissance sont des menteurs », car le pétrole, carburant principal de la croissance, vient à manquer. Son prix augmentera inexorablement dans les années à venir, rendant illusoire toute hypothèse de croissance.**

La Sarkozie est en déroute. Les dernières révélations de Médiapart, en réponse aux fanfaronnades de Guaino les mettant au défi de trouver un lien entre Takieddine et Sarkozy, sont accablantes. Après avoir dévoilé les photos du ministre du budget Copé barbotant dans la piscine du millionnaire exonéré d'impôts Takieddine, le meilleur site d'investigation français publie désormais des documents encore plus criants de vérité, démontrant l'existence d'un réseau mafieux lié aux ventes d'armes, et dont le « Patron » (c'est ainsi qu'il est désigné, « Parrain » était sans doute trop connoté) était Sarkozy lui-même.

Par ailleurs Claire Thibout, la comptable des Bettencourt, a réitéré dans Libé, sa version selon laquelle elle a bel et bien assisté à des remises d'enveloppes à Eric Woerth peu avant la Présidentielle de 2007. Elle confirme ainsi ce qu'elle a écrit dans « Sarko m'a tuer », à savoir qu'elle a été embrouillée par les flics et « Le Figaro » qui ont tout fait pour décrédibiliser son témoignage.

Dans une Démocratie, Sarkozy, Guéant, Copé, Hortefeux, Estrosi et Woerth seraient traduits en justice. Dans une Démocratie, ils auraient la décence de renoncer à vie à tous leurs mandats.

Mais nous sommes en France, et la pourriture politique est une longue tradition.

La seule issue, c'est la branlée électorale de 2012.

Ainsi donc, selon toute vraisemblance, ce sont les « socialistes » qui vont gouverner la France dans quelques mois.

Les choses vont-elles s'arranger pour autant ? Non, évidemment. Comme leurs prédécesseurs, ces “socialistes” vont faire allégeance à la finance internationale, et poursuivre l'oeuvre de destruction des acquis sociaux pour que pas un centime ne manque aux banksters avec en musique de fond le célèbre hymne « on n'a pas le choix ».

Mais ce n'est pas le sujet de ce billet. Le sujet, c'est le deuxième point commun entre nos futurs dirigeants “socialistes” et nos ripoux actuels : la « croissance ». Ils en ont plein la bouche. Sarkozy voulait aller la chercher avec les dents (et il y a laissé son dentier), les socialistes sont encore plus acharnés. Ils vont imposer un « plan de rigueur », tout en « relançant la croissance ». [Car la croissance, c'est le plus important, hein ?](#)

J'adore cette phrase : « sans croissance, il est impossible de réduire les déficits ».

Et c'est là que le bât blesse. Car pendant que les bonimenteurs irresponsables qui nous gouvernent nous saoulent avec l'hypothétique relance d'une croissance chimérique, la réalité, qui s'impose à tous y compris aux bonimenteurs, devient de plus en plus précise.

Dans le Financial Times (cité par l'excellent [blog de Matthieu Auzanneau](#) ) le PDG de Shell déclare :

« La production des champs existants décline de 5 % par an à mesure que les réserves s'épuisent, si bien qu'il faudrait que le monde ajoute l'équivalent de quatre Arabie Saoudite ou de dix mers du Nord dans les dix prochaines années rien que pour maintenir l'offre à son niveau actuel, avant même un quelconque accroissement de la demande ».

Décryptons ces quelques phrases hallucinantes.

- Le pic pétrolier a bien eu lieu. A partir de maintenant, la production ne pourra que décliner, et ce d'une valeur chiffrée à 5% par an (un peu plus, en fait).

- Pour tout individu qui a suivi à peu près assidûment ses classes d'école primaire, 5% de moins pendant 10 ans, ça donne environ 40% du total. Et 40% de 82 millions de barils par jour, ça fait dans les 33 millions, soit près de 4 fois la production actuelle, elle-même en gros déclin, de l'Arabie Saoudite.

- In cauda venenum : les 4 Arabie Saoudite à trouver, c'est « avant même un quelconque accroissement de la demande ». Et donc à croissance zéro.

Je ne détaille pas davantage les calculs de déplétion, ceux que ça intéresse se reporteront [au blog de Matthieu Auzanneau](#).

Mais une chose est sûre : tous les dirigeants du monde qui prônent « la croissance », c'est à dire tous les dirigeants du monde tout court, et à commencer par les nôtres, sont des aveugles, des ânes bâtés, des irresponsables, des gredins et des menteurs.

Avec leurs complices des médias, ils bourrent dans les cerveaux l'idée que la croissance est l'alpha et l'omega, qu'elle est naturelle, qu'elle est indispensable, et qu'évidemment, elle est infinie. Ce qui est idiot, convenons-en.

Et c'est bien le monde dans lequel nous vivons. Ou survivons, pour beaucoup.

Exemple : Le trafic aérien double tous les 15 ans, et [en 2030, il y aura 2 fois plus d'avions](#). Génial. Si j'extrapole, dans 150 ans, il devrait y avoir 1024 fois plus d'avions... Achetez tous des actions Airbus ! Bon, nous ne serons plus là pour vérifier, mais j'ai quelques doutes...

Le pays qui aura la plus forte croissance aéronautique est évidemment la Chine. Et il n'y a pas que les avions. En 2009, la Chine est devenue le [premier marché automobile mondial](#), doublant les Etats-Unis. Qui l'eût cru ?

Plus récemment, au deuxième trimestre 2011, [c'est en Chine qu'il s'est vendu le plus d'ordinateurs](#). Plus qu'aux Etats-Unis, encore une fois.

Cerise sur le gâteau, la population de la Chine est 4 fois supérieure à celle des Etats-Unis. C'est dire le potentiel de cette « croissance » ! D'autant que l'Inde devrait bientôt doubler la Chine. On est tranquilles pour 1000 ans, au moins !

Vous mesurez le problème. Il y a d'un côté cette « croissance », cette universelle panacée, les rêves de Martine Aubry, du patron d'Airbus, des Chinois et des Indiens.

Et puis de l'autre côté, cette triste réalité, que seuls quelques rabat-joie s'époumonent à tenter de faire connaître.

Le choc des deux va être terrible.

Le carburant de la « croissance », ce ne sont pas les milliards des banksters (qui sont au mieux des catalyseurs), mais c'est bien le pétrole.

Il ne fait pas seulement rouler bagnoles et camions, naviguer les bateaux, voler les avions, chauffer les maisons, produire de l'électricité. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il permet de fabriquer le plastique omniprésent, des médicaments, des engrais et pesticides... Impensable, dans le contexte actuel, de simplement envisager de s'en passer.

Tout ça, dans 10 ans, couic ! 40% de moins !

C'est simple : adieu veau, vache, cochon, couvée et surtout, adieu « croissance » !

Parmi les gouvernants (et ceux qui prétendent gouverner), il y en a qui sont encore pires que d'autres. Ainsi, je suis resté scotché à mon siège mercredi soir quand j'ai entendu Ségolène Royal, qui n'est certes plus à une énormité près, affirmer qu'elle aller bloquer le prix de l'essence...

Mais comment peut-on être aussi <iiip> et oser ramener sa fraise à la télé ?

Il y a quelques semaines à peine, j'avais osé comparer Ségolène Royal à la représentante du Tea Party américain [Michele Bachmann](#) (Sarah Palin II, le retour de la vengeance), candidate à la primaire républicaine, et qui souhaite donc devenir présidente des Etats-Unis...

Ceci m'avait valu quelques réflexions désobligeantes sur je ne sais plus quel forum féminin. Pourtant, la comparaison est tout à fait pertinente, tant le fait de raconter les plus grosses âneries pourvu qu'elles soient bien démago et qu'elles se taillent un franc succès chez la champouineuse, au bistrot ou dans la maison de retraite, est chez ces deux <Biiip> une seconde nature.

Michele Bachmann a accusé Obama d'être [responsable de la hausse du prix de l'essence](#). Le jour de l'élection d'Obama, l'essence coûtait 1.79\$ le gallon (soit environ 35 centimes d'euro le litre !) alors qu'elle avoisine les 3.50\$ en ce moment (66 centimes d'euro le litre !). Et de fanfaronner : « I'll bring back \$2 gas » ( « Je ramènerai l'essence à 2 dollars le gallon »).

Pauvre <Biiip> ! Aux Etats-Unis, les taxes sur l'essences sont très basses, en moyenne (ça varie selon les états) de moins de 10 centimes d'euro par litre. Non seulement cela empêche de baisser le prix en jouant sur les taxes, mais le prix du litre d'essence est donc directement lié au prix du pétrole brut sur le marché international. Or les Etats-Unis importent les 2/3 de leur consommation, pourcentage qui ira croissant. Au passage, notez que les Etats-Unis, qui représentent moins de 5% de la population mondiale, consomment 25% du pétrole. Belle réussite et bel exemple à suivre.

Ils devront donc acheter le pétrole en voie de raréfaction au prix où leurs fournisseurs voudront bien le leur vendre. Quand la production aura baissé de 40%, et que la demande n'aura fait qu'augmenter, le prix du brut va irrémédiablement monter. Et le con-sommateur américain, Bachmann ou pas, verra s'envoler le prix de l'essence qu'il voudra continuer à mettre dans son gros 4x4 de beauf. Avant de constater qu'il ne peut plus. Et qu'il s'est fait enfilé par les bonimenteurs.

Les incompetents, les irresponsables, les bonimenteurs, la réalité n'en a cure. Et elle se chargera bientôt de le leur rappeler. Et à nous aussi.

Pour finir, on m'a signalé la parution aujourd'hui même du dernier « [scénario négawatt](#) » , version 2011, donc. L'« [association négaWatt](#) » avait publié en 2003 son premier scénario axé sur la baisse de la consommation d'énergie, et l'a réactualisé en 2006 puis donc en 2011.

Basé sur 3 axes (« sobriété, efficacité, renouvelables »), ce scénario prévoit qu'en 2050 les énergies renouvelables représenteraient 91% du total, prend en compte la fin du pétrole, sort du nucléaire en 22 ans, et diminue la consommation de 65% par rapport à 2010. Belle théorie.

Je n'ai pas de raison de douter a priori du sérieux de ce scénario forcément très intéressant. Une chose est pourtant sûre : il ne sera jamais mis en oeuvre. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de lire le bas de la page 4 :

« Face à la faiblesse des scénarios officiels sur la sobriété, l'efficacité et les renouvelables, l'association négaWatt a publié dès 2003 son propre scénario, actualisé en 2006. Débattu et reconnu, il a inspiré certaines mesures du « Grenelle de l'Environnement », qui ont légèrement infléchi la trajectoire énergétique française, mais celle-ci reste très éloignée d'une tendance soutenable sur le long terme. Malgré quelques timides avancées d'ailleurs remises en cause depuis, les mesures sont loin de répondre aux objectifs pourtant relativement ambitieux à l'horizon 2020. Mais le plus grave est que, faute d'une vision claire, rien n'est réellement engagé pour accélérer la transition au delà de ce point intermédiaire ».

Tout est dit. Les bonimenteurs irresponsables n'ont rien à foutre de scénarios décroissants (car c'en est un). La « sobriété » est un mot qui ne fait pas partie de leur vocabulaire. Ce qui compte, c'est la con-sommation, la « croissance » et rien d'autre. Quitte à devoir trouver 4 Arabie Saoudite dans les 10 ans.

01.10.2011

# LOST in Productivism

*Les pics d'exploitation des ressources rares se succèdent depuis que l'être humain a vendu son âme au capitalisme productiviste.*

*Petit retour en arrière de cette évolution du développement humain mis en évidence par Alain Gras.*

Pendant toute l'histoire humaine pré-productiviste, l'humanité a utilisé sa propre énergie, celle des animaux, celle de l'eau ou du vent (avec les moulins par exemple), celle du soleil, et bien entendue celle obtenue par l'utilisation du bois. Vers la fin du Moyen-Âge, la civilisation humaine est à deux doigts de s'écrouler : nous avons atteint le pic du bois, c'est à dire consommé la majeure partie des ressources forestières d'Europe (un galion espagnol nécessitait 3000 chênes tricentenaires). Pour pouvoir poursuivre son développement productiviste, l'humanité se tourne alors vers le charbon, puis vers le pétrole et le gaz.

Aujourd'hui, nous avons atteint le pic de production du pétrole. Selon le groupe de chercheurs allemands Energy Watch, le pic de production mondial du pétrole aurait été franchi en 2006. Les chercheurs prévoient une division par deux de la production pétrolière entre 2006 et 2030. Ainsi nous sommes entrés dans l'ère du pétrole cher. *L'Association for the Study of Peak Oil and Gas*

prévoit un pic de production du gaz en 2020. Le pic de production du charbon devrait suivre. Il faut savoir que nous dépendons à 85% de ces trois ressources pour notre consommation énergétique. Alors, que notre civilisation dépend de ces trois ressources, que se passera-t-il quand elles viendront à manquer ? Car, lorsqu'une ressource a dépassé son pic d'extraction, il devient alors de plus en plus cher en énergie (et donc en coût financier de production) d'extraire les ressources, jusqu'au moment où il n'est plus intéressant d'un point de vue énergétique de chercher à les exploiter (quand il faut davantage d'énergie pour extraire ces ressources, que elles-mêmes rapporteront ensuite).

La vie telle que nous la connaissons est donc terminée.

L'augmentation croissante des prix du pétrole va provoquer une augmentation croissante des prix du transport qui provoquera en premier lieu une inflation généralisée, puis qui étranglera progressivement le commerce mondial.

La fin du commerce mondiale signifie la fin du processus de mondialisation : nous entrerons dans une ère de relocalisation des activités humaines autour de nos besoins et non plus de nos envies (la nécessité nous y forcera). Il s'agit donc de la disparition de la société de consommation au profit d'une société de l'usage ou de la sobriété.

Par ailleurs, la voiture, et autres carcasses motorisées, seront remplacées par le vélo et la marche. Les transports publics pourront perdurer tant que nous pourrons produire suffisamment d'électricité, ce qui sera de plus en plus difficile vu que nos sources de production énergétiques dépendent d'échanges avec l'étranger que ces mêmes échanges ne se feront plus qu'au compte goutte. En effet, l'uranium de nos centrales nucléaires provient d'Afrique, les panneaux solaires sont construits grâce à des métaux de Chine, les éoliennes nécessitent du cuivre, le gaz nous vient d'Ukraine, etc. Bien entendue, cela signifie aussi la fin d'une grande partie de notre production futile typique de notre système économique actuel.

L'humanité sera donc libérée du consumérisme, du productivisme, du matérialisme, de la publicité et du mercantilisme.

De plus, nous aurons le plein emploi. Avec la disparition des machines tous les postes mécanisés devront être repourvus. En particulier le secteur agricole qui aura besoin d'une forte main d'œuvre vu que engrais et pesticides ne seront plus disponibles.

Évidemment la transition d'une société de consommation à une société de sobriété ne se fera pas sans heurt. Avec des taux d'autosuffisance alimentaire actuellement assez bas dans le monde (en Suisse tout de même 60 %) et une baisse de la productivité de ce secteur due à la fin de l'utilisation d'engrais et de pesticides, il y aura des famines et des conflits pour le contrôle des terres agricoles.

D'ailleurs, en général, les conflits armés s'étendront partout dans le monde pour l'accaparement des ressources. Couplé avec les centaines de millions de réfugiés économiques ou écologiques (on en prévoit 1 milliard en 2050), les risques seront grands de voir des régimes fascistes ou éco-fascistes se mettre en place. Une ploutocratie, ou simplement une prise de contrôle armée de l'oligarchie est aussi envisageable (si celle-ci refusait par exemple de se restreindre).

Il y a toutefois une solution d'anticipation à cette crise qui se rapproche : une sortie du capitalisme productiviste, ou autrement dit, la décroissance.

Globalement cela consiste à créer des sociétés anti-productivistes fondées sur le partage et la sobriété heureuse avec de hauts taux d'autoproduction et d'autosuffisance dans les domaines les plus importants de l'économie (ceux servant à combler les besoins fondamentaux de l'être humain).

Toutefois, la mise en place de telles sociétés nécessitent certainement, à mon sens, un processus de transition (néo)socialiste.

## Photographie - Edward Burtynsky au pays du pétrole

[Frédérique Doyon](#) 5 octobre 2011 22h54 [Arts visuels](#)

Photo : Edward Burtynsky, courtoisie galerie Nicholas Metivier, Toronto

L'artiste canadien Edward Burtynsky a vécu son épiphanie en photographiant toute le cycle de vie du pétrole. Les 56 clichés grand format de l'exposition Pétrole sont présentés au Musée McCord jusqu'au 8 janvier. La photo ci-dessus a été croquée dans le champ pétrolifère de SOCAR, à Baku, en Azerbaïdjan.

Quel lien y a-t-il entre un travailleur des champs de démantèlement de navires au Bangladesh et l'adepte américain des courses Nascar? Le pétrole, qui permet à l'un de vivre et à l'autre de se distraire, pendant que la nature en... pâtit. C'est le genre de paradoxe que nous soumet l'artiste-photographe canadien Edward Burtynsky dans Pétrole, exposition présentée au Musée McCord jusqu'au 8 janvier.

Depuis près de 30 ans, ses immenses clichés macro des mégasites industriels du monde mettent en scène le choc entre la nature et la culture. Les mines de calcaire ou de charbon, les champs de pneus ou de débris de métal usé deviennent, sous son objectif, des tableaux saisissants, texturés, presque des peintures. Le magnifique film Manufactured Landscapes, signé Jennifer Baichwal, qui sera projeté en marge de l'exposition, en témoigne.

Dans Pétrole, comme dans le reste de son oeuvre, la beauté cède souvent le pas à l'effroi ressenti devant l'emprise humaine sur la nature. Les 56 photos de l'exposition, dont certains formats atteignent plus de six pieds en largeur ou en hauteur, sont regroupées en trois chapitres, extraction et raffineries, transport et culte du moteur et la fin entropique du pétrole. Tout le cycle de vie de l'or noir y passe: des raffineries qui évoquent une curieuse biologie industrielle, des barils promis à un inquiétant recyclage, une fête de camionneurs, un champ de pneus usés...

Ce qui l'a le plus impressionné dans son parcours? «Les champs de démantèlement des navires, répond-il en entrevue. C'était comme si je reculais dans le temps jusqu'au début de la révolution industrielle, que je voyais ce dont Charles Dickens a été témoin. C'est quelque chose que je n'imaginai pas exister.»

Avec Pétrole, l'artiste a vécu une sorte d'épiphanie, suivie d'une complainte. Comme si tout ce qui avait précédé n'était qu'un avant-goût.

«Quand j'ai vu ces tours [chevalets de pompage du pétrole], j'ai constaté l'ampleur et la rapidité de l'extraction, dit-il. J'ai réalisé que les sites que je photographiais depuis 20 ans n'auraient pu prendre une telle envergure sans le pétrole. C'est parce qu'on a construit des moteurs à combustion qu'on est sept millions d'humains. [...] [Avant], la taille de la population s'autorégulait d'une certaine façon.» La crise de l'énergie est un des plus grands défis qui nous attend, selon lui. «On est tous concernés. On prend tous l'auto, l'avion.»

**Extraction intensive et extensive**

Si tout le monde sait ce qu'est le pétrole, peu de gens ont une image claire de son extraction intensive et extensive. C'est ce que Burtynsky a voulu semer dans les consciences, donnant du même coup accès à des sites méconnus.

Nostalgique du passé, Burtynsky? Plutôt philosophe. «C'est comme le yin et le yang, dans toute création, il y a un geste de destruction», dit-il. Son oeuvre célèbre avant tout les grandeurs humaines et naturelles. Mais Pétrole lui a inspiré une certaine «tristesse dans le fait de voir la nature reculer, rétrécir comme peau de chagrin, résultat de nos succès comme espèce, qui s'étend à un rythme exponentiel».

C'est l'évidence de l'entropie du pétrole qui s'impose à lui. Le pic pétrolier guette. «La question est "quand" plutôt que "si".»

# Le baril de Brent qui repasse sous la barre des 100 dollars

Le baril de Brent qui repasse sous la barre des 100 dollars est un non évènement. Ce qui serait un évènement est que les marchés prennent en compte pour une fois, les vrais fondamentaux qui devraient en toute logique présider à sa cotation. Mais cela arrange évidemment l'économie mondiale d'avoir un [pétrole](#) bradé.

Car à 100 dollars, il est donné, pour peu que l'on regarde la réalité en face. Le [taux de déclin des champs](#) principaux, ceux qui "comptent" dans la production, est de 5 % par an depuis 2009.

Sur les marchés, les matières premières s'effondrent, d'une manière plus ou moins excessive, plus ou moins irrationnelle, comme seuls les acteurs de cette activité en ont le secret.

On en reste donc aux apparences, celle des perspectives moroses pour l'économie qui entraîneraient une demande peu tonique, une faillite toujours possible de la Grèce qui conduirait la zone euro dans la tourmente, ainsi que les Etats-Unis qui suivraient le pas, sans parler du reste du monde.

Vers 12H10 (GMT), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre cotait 99,32 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, soit son plus bas niveau depuis le 9 août.

Dans le même temps, le WTI enfonçait le clou en chutant jusqu'à 74,95 dollars sur le New York Mercantile Exchange.



# Le petit éolien en nombre chez des particuliers

Ce sont trois petites éoliennes de 12 m de haut qui sont maintenant érigées chez un couple de viticulteurs situés près de Florensac dans le Languedoc-Roussillon. Et qui produiront 15 000 kWh, de quoi fournir l'équivalent des besoins énergétiques de trois foyers.

Le site est isolé et les coupures de courant fréquentes. Mais le vent souffle de 280 à 300 jours par an et dès 10 km/h les éoliennes tournent. Ce qui devrait permettre une économie de 70 % sur la facture d'électricité.

**Il s'agit d'une première en France**, et l'exemple fera inévitablement des émules. Si **dans tous les endroits venteux** on fait pousser des éoliennes, cela permettra d'avoir de l'électricité produite localement avec des sources propres.

Il serait intéressant de faire un chiffrage du potentiel du petit éolien, avec une ou plusieurs machines. On a surtout l'habitude des données concernant le [photovoltaïque](#). Mais il y a des régions, pas forcément très ensoleillées, mais propices à ce type d'énergie, comme le littoral nord du pays.

Source :

[Le Midi Libre](#)

# Indignez-vous ! Avec la journée mondiale de mobilisation le samedi 15 octobre

L'épicentre européen du *I-day* se situera à Bruxelles, mais aussi **partout dans le monde**, de Barcelone où naquit le mouvement éponyme, à Paris, New York avec les "Occupons Wall Street", en Allemagne, Italie, Portugal, Israël (avec 450 000 personnes début septembre), Russie, Pologne, Angleterre, Pays-Bas, Cuba, Chili, Colombie, Mexique, Venezuela, Tunisie, des manifestations ponctueront cette journée d'action.

## Un mouvement apolitique et sans hiérarchie

**Le génie du mouvement** tient en deux points simples : pas de récupération politique, il réunit des gens de tous horizons. Et pas de hiérarchie, ce sont les réseaux sociaux qui se chargent de fédérer, d'organiser dans la spontanéité, et de rassembler les gens. Il n'est qu'à voir les groupes qui fleurissent sur Facebook, si on tape les simples mots "Les Indignés".

C'est une trainée de poudre planétaire qui se répand depuis le printemps arabe où tout est parti de la simple gifle qu'a reçu un marchand de fruits et légumes par une policière. Ensuite, les événements ont eu la suite qu'on leur connaît, en Egypte, Libye, Syrie.

Jusqu'à ce jour du 15 novembre 2011, où ce mouvement de ras-le-bol a sauté d'un continent à l'autre, pour atterrir en Espagne avec une simple formule *Democratia Rela Ya ! La vraie démocratie maintenant !* Afin de dénoncer cette récupération de la démocratie en oligarchie, et qui se retrouve dans bien d'autres pays. Quand ce n'est pas carrément du népotisme avec les familles Papandréou ou Caramanlis en Grèce.

Le mot d'ordre lancé par le groupe espagnol *Democratia Real Ya* pour lancer une journée d'action mondiale le 15 octobre est que **"les citoyens ne sont pas une marchandise"**, et ne veulent pas appartenir à une génération perdue, surtout chez les jeunes espagnols quand le chômage atteint 44 %.

Là et partout ailleurs, c'est la difficulté à vivre de ceux qui sont laissés à côté de la prospérité économique, la difficulté de s'insérer de façon pérenne dans le milieu du travail, qui fait le lit des revendications.

## Le rapport avec la fin du pétrole bon marché

[L'augmentation du coût des énergies fossiles](#), comme l'ont rappelé deux [rédacteurs du blog de la Harvard Business Review \(VF trad. google\)](#) entraîne une profonde déstabilisation de l'économie. [Le pic pétrolier](#) ne fera que déstabiliser encore plus le système économique et grossir le flot des mécontents. Ce qu'on connaissait ou subissait du dumping social mondialisé, de la concurrence acharnée où les pays s'entre-devorent, le tout sur fond d'un autre cannibalisme environnemental, s'enrichira du choc énergétique qui pèsera sur les entreprises et les ménages.

Différentes études existent déjà sur la [corrélation entre la hausse des prix du pétrole \(VF trad. google\)](#) et le ralentissement économique ou les récessions qui en découlent.

Les Etats-Unis n'échappent évidemment pas à la règle. Chez eux, le mouvement ["Occupons Wall Street"](#) a pris la forme d'une contestation frontale avec l'establishment financier, où le chômage croissant, les expulsions, les écarts grandissants de revenus, font ressortir encore plus l'aberration d'un système économique impulsé dans les mains d'une même caste financière.

Ironie de l'histoire, ce mouvement contestataire spontané, aux relents de manifestations anti-Vietnam n'est pas du goût du maire de New York, Michael Bloomberg, qui avant d'être élu à la tête de la ville, avait créé une agence de presse spécialisée dans la finance. Et cette chaîne nous apprend aujourd'hui, autre clin d'oeil, que le ministre saoudien du [pétrole](#) (pays qui détient les plus grandes réserves) déclare que la production mondiale de pétrole correspond tout juste à la demande et ["qu'il n'y a pas d'offre excédentaire"](#) (VF trad. google).

## La liberté d'Internet en question

C'est la liberté que permet Internet qui fait la force d'un tel mouvement. Mais pour combien de temps ? [Certains états](#) s'appliquent déjà à contrôler ce qui passe sur la toile (Iran, Chine), il faut rester très vigilants pour qu'une pandémie ne s'applique pas sur cette formidable liberté d'expression. Que le glissement de la démocratie en oligarchie, ne se double pas d'une liberté sous contrôle, qui tuerait la magie qu'offre la toile et les réseaux sociaux.

La lutte contre la cyber-criminalité est une chose, le libre droit de communiquer en est une autre. Il ne faudrait pas que sous couvert de protection, un bridage et flicage larvé entrave le dynamisme des échanges de tout un chacun, au risque ou au bénéfice c'est selon, d'enclencher des mouvements incontrôlés parce que libres.

Mais la réalité garde ses droits, car pendant ce temps, d'autres créatures désincarnées du web, les robots traders, ces machines aveugles, capables de passer plusieurs opérations à la seconde, toujours à l'affût d'une anomalie des marchés qui permettent d'engranger de précieux gains, continuent de parcourir le monde en tous sens.

D'un autre côté, la banque Dexia est gentiment en train d'être démantelée, ce qui précipite l'idée, pour les puissants une fois revenus dans le giron de la réalité, qu'une recapitalisation rapide des banques est à mener sans tarder, afin de sortir la zone euro de l'impasse grecque dans laquelle le monde de la finance ne veut pas tomber. Ces grands argentiers, dont l'action combinée avec celle des créanciers privés, rendent si difficiles la vie de tant de gens.

Philippe Aubert

# Courir sur le tapis roulant : vers quoi ?

(bilan du [Grand Concours de Calcul de Coin de Table](#))

Trouver avant qu'il ne soit trop tard assez de pétrole pour compenser le déclin de la production existante : le *Wall Street Journal* a comparé ça à « [une course sur un tapis roulant](#) ».

Développer [quatre fois la production pétrolière de l'Arabie Saoudite en dix ans](#) ?

Oui, c'est vraisemblable, [répond](#) avec à propos l'un des lecteurs de ce blog. 'Cyclo', dont les commentaires et le pseudo laissent supposer qu'il n'émarge pas à Total ou à Exxon, fonde son scénario sur les chiffres de productions futures énoncés par les industriels, et sur plusieurs extrapolations optimistes.

Tintin, on est très loin du compte, répliquent de nombreux autres lecteurs non moins documentés. Pour eux, impossible de développer suffisamment de nouveaux projets industriels pour compenser le déclin des champs matures, et empêcher du coup une chute sans doute brutale des extractions mondiales de pétrole au cours de l'actuelle décennie.

J'aurais pu consacrer ce *post* à tenter de départager les pronostics.

Par exemple, est-ce que le gouvernement irakien ne flambe pas un brin lorsqu'il annonce une hausse de ses extractions de 4 millions de barils par jour (Mb/j) d'ici 2014, [et même de 10 Mb/j d'ici à 2020](#) ? Pourquoi en douter ? Parce que les experts de l'administration Obama s'attendent eux à une hausse de seulement de 2 Mb/j de la production en Irak, et encore, [pas avant 20... 30](#).

Autre soucis clé : si l'on veut développer en dix ans l'équivalent de quasiment la moitié de la production de brut d'aujourd'hui (soit quatre Arabies Saoudites), il faudra avoir recours aux agrocarburants, et massivement. Est-il raisonnable ou vraisemblable de tabler sur un accroissement faramineux de la production d'éthanol, quand 40 % des récoltes américaines de maïs (ogm) finissent déjà dans les réservoirs d'essence ?

Il y a bien d'autres questions de ce genre à poser. Mais allons plutôt à l'essentiel.

D'abord un constat : même en tirant toutes les hypothèses au maximum, **c'est à peine si ça peut passer**. Le moindre contretemps géopolitique, tellurique, que sais-je, risque d'obliger à retrancher de la somme voulue quelques-uns des énormes projets industriels futurs nécessaires, et de faire du coup sauter la baraque.

En coupant la poire en deux entre les hypothèses hautes et basses, on arrive à mettons 25 ou 30 Mb/j. Or ce sont plus de 33 Mb/j supplémentaires qu'il faudrait développer en dix ans, d'après l'estimation d'un déclin de 5 % par an de la production existante avancée par Shell et Exxon.

**Une contraction forcée de la consommation de pétrole, même minime, ferait des dégâts, or on voit que cette contraction pourrait facilement être très profonde.**

Et encore : cet objectif d'au moins 33 Mb/j correspond uniquement à ce qu'il faudrait pour garantir le maintien de la production à son niveau présent. Il ne prend pas en compte la hausse de la demande mondiale dans les dix prochaines années, aujourd'hui essentiellement tirée par les économies émergentes. Il ne prend pas non plus en compte la probable diminution des capacités d'exportation de plusieurs producteurs majeurs, causée par la hausse rapide de leurs propres demandes intérieures. Une tendance contre laquelle l'Arabie Saoudite elle-même [met en garde ses clients](#).

Soyons cependant réalistes. Le ralentissement économique global qui se profile pour les années à venir (dans lequel les prix élevés du brut ne jouent pas un rôle mineur) pourrait aboutir à une stagnation, peut-être même à un recul du besoin mondial total de carburants liquides, comme ce fut le cas après le choc pétrolier de 1979 et la crise de 2008.

Une crise prolongée pourrait abaisser un peu la barre que doit franchir l'industrie pétrolière mondiale afin d'éviter une crise sans doute plus redoutable encore, par sevrage énergétique forcé.

Quoi qu'il adviene, il faut bien considérer [l'effort de guerre](#) que risque d'impliquer la nécessité de gagner coûte que coûte la course contre le tapis roulant.

En Méditerranée, le premier ministre turc Tayyip Erdogan qualifie de « [folie](#) » les récents forages initiés par le gouvernement de la partie grecque de Chypre et par Israël.

Pékin a fait savoir qu'elle est prête à mettre en oeuvre « [tous les moyens possibles](#) » pour que cessent les prospections lancées par l'Inde dans le sud de la mer de Chine.

En route vers l'océan Arctique russe, les héritiers du KGB et les plus fidèles clients de la CIA s'entendent pour l'heure [à merveille](#).



On sait, désormais, que l'industrie pétrolière est lancée dans un sprint-marathon fatidique. Tel est précisément l'enjeu et l'aveu à peine voilé du livre que vient de sortir Daniel Yergin, [The Quest](#) ("la quête"). Daniel Yergin, l'historien lauréat du prix Pulitzer devenu vice-président de la plus puissante agence de renseignement économique du monde de l'énergie ; Daniel Yergin qui paraît jouer le rôle de porte-(bonne)-parole de Big Oil, en disant en somme : "Laissez-les investir comme bon leur semble, et tout ira bien", mais dont les arguments techniques clés [ont été sévèrement réfutés sur ce blog](#) par l'un des plus éminents spécialistes de ceux qui diffusent depuis longtemps [le même avis de tempête](#).

Moi je ne sais pas, mais il me semble que le problème posé n'est plus tellement éludable.

# Transition énergétique : ça urge !

Publié le 11-10-2011 / Dernière édition le 11-10-2011

Une éolienne humaine au pied de la Tour Eiffel. Le 24 septembre dernier, 300 à 400 personnes se sont rassemblées sur le Champ de Mars, à Paris, pour former une chaîne humaine à la gloire des énergies renouvelables. L'objectif de cette manifestation initiée par l'[organisation 350.org](http://www.350.org) : réclamer un changement de modèle énergétique en France. [Les Amis de la Terre](#) étaient évidemment présent, ainsi que le <http://www.sortirdunucleaire.org/>, [le WWF](#) ou encore l'[association Greenpeace](#). Cette dernière en a donc profité pour lancer [sa nouvelle campagne «Libérons l'énergie»](#), sur le thème de la transition énergétique, avec notamment un site dédié [www.liberons-lenergie.fr](http://www.liberons-lenergie.fr)

La transition énergétique, ça ne vous inspire pas ? C'est pourtant une thématique au coeur de l'actualité dont on aimerait pourtant bien ne pas trop parler car elle bouscule profondément nos modes de vie. La transition énergétique, c'est cette idée qu'il est aujourd'hui urgent d'effectuer un changement, une «transition» donc, vers un modèle plus durable, favorisant les énergies renouvelables face aux énergies fossiles et au nucléaire.

**Grillé, le nucléaire ?**

Avec la catastrophe nucléaire de Fukushima ou plus proche de nous l'[accident de Marcoule](#), la question de l'atome a surgi sur le devant de la scène. Trop dangereux, quid des déchets et de la gestion à long terme des centrales ? En juin 2011, dans un sondage Ifop pour le JDD, 62% des Français déclaraient vouloir sortir du nucléaire d'ici 25 à 30 ans et 15 % souhaitaient arrêter rapidement de faire fonctionner les centrales. Ce qui représente tout de même plus de 75 % de la population française souhaitant changer de modèle énergétique. Dans les déclarations en tout cas.

Du côté des ONG, la mobilisation est à son apogée en vue des élections présidentielles de 2012. Greenpeace s'est ainsi donné pour mission de passer au crible les programmes des politiques en matière d'énergies grâce au [Stress Test des candidats](#), que nous avons déjà évoqué sur [Kiagi.org](#). La campagne «Libérons l'énergie» vient ainsi en appui, en proposant aux internautes plusieurs moyens pour s'informer sur le nucléaire ou agir au côté de l'organisation.

Visionner la vidéo de Greenpeace : En finir avec les énergies sales.

Le réseau Sortir du nucléaire, dont fait partie Greenpeace, multiplie également les rendez-vous d'informations, les appels à mobilisation et les débats citoyens. Retrouver toutes les dates sur [le site du réseau](#).

**Bientôt en panne sèche ?**

On le voit, les anti-nucléaires ont trouvé leurs soutiens et déploient l'arsenal lourd pour justifier la nécessité d'une transition énergétique. Un autre argument, plus confidentiel celui-ci, vient appuyer cette démarche : la diminution progressive de la production de pétrole à bas coût, [le fameux pic pétrolier](#). Pour tout comprendre à cette problématique extrêmement cruciale, nous vous conseillons de suivre le blog [Oil Man](#), édité par le journaliste Matthieu Auzanneau. Spécialiste, il suit de très près les différentes déclarations et informations concernant l'épuisement des ressources pétrolières.

C'est ainsi qu'il reprenait il y a quelques jours une citation de première importance du PDG de Shell, en premier lieu évoquée dans le Financial Times et très peu relayée par les médias : « La production des champs existants décline de 5 % par an à mesure que les réserves s'épuisent, si bien qu'il faudrait que le monde ajoute l'équivalent de quatre Arabie Saoudite ou de dix mers du Nord dans les dix prochaines années rien que pour maintenir l'offre à son niveau actuel, avant même un quelconque accroissement de la demande ».

Ce qui, une fois traduit, démontre d'une part la prise en compte du pic pétrolier par les entreprises elles-même. Alors que jusqu'à présent on était dans une posture de déni ou plutôt d'aveuglement éhonté. Et surtout, cela prouve la vulnérabilité de notre modèle énergétique actuel. En effet, quatre Arabie Saoudite, cela équivaut à 40 millions de barils par jour. Soit la moitié de la production mondiale actuelle ! A dénicher en dix ans ! Réaliste, vraiment ?

L'ensemble de ces informations, volonté de sortir du nucléaire de la part de l'opinion publique et épuisement des ressources énergétiques, justifie donc le plan énergétique proposé par négaWatt, «[le scénario négaWatt 2011](#)». Cette association, qui regroupe des praticiens de l'énergie, des ingénieurs, des urbanistes et des sociologues, publie chaque année un document avec les grands axes pour effectuer la transition énergétique.

Trois grands axes sont ainsi développés dans le scénario de 2011 :

- la sobriété, ce que tous, individuellement et collectivement, peuvent faire pour réduire sa consommation.
- l'efficacité, comment éviter la déperdition d'énergie
- et une fois ces besoins définis, la production nécessaire pour y répondre, qui s'appuie très largement sur les énergies renouvelables.

Le résultat : un scénario modélisé heure par heure jusqu'en 2050 pour mesurer les besoins en énergie à partir de multiples contraintes et répondre à toutes les hypothèses (que se passerait-il aux heures de pointe de consommation, si, faute de vent, les éoliennes ne tournent plus ?). Les scénaristes ont aussi prévu l'accroissement démographique de la France : en 2050, ce sont 72 millions d'habitants qui devront se chauffer, s'éclairer et se déplacer ! Ca urge, on vous a dit !

# Au pied des Alpes, petits gestes, grande cause

Alimentation, transports... Face à la hausse du prix du pétrole, le Trièves met en place la «transition», une série d'initiatives limitant la consommation d'énergie.

[1 commentaire](#)

Par **LAURE NOUALHAT** Envoyée spéciale dans le Trièves

Vaste cirque au fond mamelonné, le Trièves a tout du paysage bucolique de la ruralité oubliée. Situé au sud de Grenoble, façonné par les formes incisives des roches et la douceur des vallons, ce territoire est devenu depuis deux ans le laboratoire français de «la transition», un mouvement né en Grande-Bretagne en 2006, qui s'attache à réduire notre dépendance au pétrole.

L'idée est bête comme chou : le pic pétrolier étant dépassé, l'énergie va se raréfier, son prix se renchérir, il faut donc réduire la part de pétrole engloutie quotidiennement. La chasse au gaspi se fait dans les trois postes les plus énergivores : logement, transports, alimentation. C'est dans la ville de Totnes, dans le Devon, que Rob Hopkins, professeur de permaculture, a mis en œuvre cette résilience. Plantation d'arbres, utilisation de friches pour des jardins partagés, taxis alternatifs gratuits, microbarrage à réhabiliter... Toutes les initiatives sont bonnes pour la désintox. *«Nous ne pourrions pas tout changer avant que le pétrole soit cher, plaide Benoît Thévard, en charge du site Avenir-sans-petrole.org. Et nous n'échapperons ni aux effets du changement climatique, ni à notre dépendance à l'or noir. Quelle sera notre capacité à absorber ces changements ? C'est le sens de la transition.»*

Depuis 2009, date de la traduction de l'ouvrage de Hopkins, *Manuel de transition, une centaine d'initiatives ont germé en France*. *«Le Trièves est le cadre idéal pour essayer l'après-pétrole»*, confie Pierre Bertrand, l'un des instigateurs de l'association Trièves en transition (TT). Pourquoi ? Parce que ce territoire est à taille humaine. Au pied du mont Aiguille, plus de 9 000 habitants se partagent 650 km<sup>2</sup> de cols et de forêts, de champs de blé et de pâturages, soit 15 habitants au km<sup>2</sup>. L'agriculture, l'artisanat et la construction constituent la majorité de l'activité économique. Le réseau de transports est insuffisant; l'habitat individuel est majoritaire, autant d'éléments auxquels appliquer la transition.

Concrètement, ça ressemble à quoi ? A une gigantesque boîte à outils. Jeremy Light, un Britannique installé depuis dix-sept ans, pratique la permaculture. Outre ses ateliers de *«fabrication de cuiseurs solaires et de nichoirs»*, il récupère tout ce qui traîne pour *«créer une "ressourcerie" qui permettrait à chacun de réutiliser des objets usés»*.

La transition, une révolution à base de débrouille ? Un peu. On bine, on composte, on répare les vieux outils, les vélos, on expérimente à l'échelle individuelle.

Nathalie travaille à l'association Pour bâtir autrement, qui forme à l'autoconstruction et aux matériaux locaux. Elle vit à Mens, sans voiture, depuis trois ans. *«Tous mes déplacements inutiles sont éliminés d'office. Pour les autres, je m'organise.»* Covoiturage, bus, autostop solidaire, tout est bon pour se passer d'auto. Elle recourt notamment à la Twingo d'Olivier qui a inscrit sa voiture à Cityzencar, système de location entre particuliers. *«Dans le Trièves, nos voitures meurent de la rouille»*, rigole-t-il. La transition, système D et liens sociaux ? Pas seulement. *«C'est un mode de vie qui implique de relocaliser toute son existence - emploi, alimentation»*, explique Benoît Thévard. *«Un monde qui fonctionne avec moins d'énergie est forcément rétréci car les possibilités d'aller ou de faire venir de loin sont réduites»*, complète Pierre Bertrand. Même si les adeptes de la transition n'attendent pas l'engagement des élus, il est évident que la transition a besoin de ces derniers pour changer d'échelle.

Robert Cuchet et Jean-Paul Mauberret œuvrent tous deux au Syndicat d'aménagement du Trièves (SAT). En charge de l'Agenda 21 *[un programme qui met en place le développement durable dans la région du Trièves, ndlr]* depuis des années, ils sont très sensibles à la transformation de leur territoire en vue de l'après-pétrole. Si, grâce aux barrages hydrauliques et au soleil, ils peuvent faire du Trièves un territoire à «énergie positive» (qui peut produire plus d'énergie qu'il n'en consomme), leur préoccupation reste les transports. Ici, on compte peu de trains ou de bus, et une prédilection pour la voiture. Logique : 30% de la population active travaille à Grenoble, soit 1 200 personnes quotidiennement sur la route. *«Voilà pourquoi les habitants du Trièves dépendent à 65% du pétrole, confie Pierre Bertrand, contre 45% pour la moyenne nationale.»* Pour les élus, la solution est toute trouvée : *«Il faut offrir plus d'activités économiques sur le territoire, plutôt que de réclamer l'extension de l'autoroute.»* Facile à dire quand on vit à 50 km d'une technopole.

Côté assiette, la transition est aussi affaire d'élus. A Mens, la population résiste à chaque projet d'implantation de



supermarché, «*ce qui nous permet de maintenir les petits commerçants*», signale Jeremy Light, le nez dans un steak haché certifié triévois. L'épicier se fournit en produits locaux, mais le coin manque de maraîchers. Cuchet et Mauberret aimeraient pouvoir «*maîtriser le foncier : racheter des terrains pour installer de jeunes agriculteurs, transformer et consommer les produits sur place*». Pour cela, il leur faut des outils, comme le Schéma de cohérence territoriale (Scot), en pleine révision, qui va déterminer les trente prochaines années de développement. «*Nous essayons d'inscrire trois priorités : la baisse de la consommation d'espace ; la mixité sociale ; le frein à la périurbanisation. Avec cela, nous mettons le territoire en capacité d'entrer en transition.*» Commencer aujourd'hui pour subir moins demain.

(1) La permaculture a pour but la conception, la planification et la réalisation de sociétés humaines écologiquement soutenables, socialement équitables et économiquement viables.

# Un coût excessif du pétrole entraîne généralement une récession

[Deux rédacteurs du blog de la Harvard Business School](#) (VF trad.google), Chris Nelder et Gregor Mac Donald, rappellent que de nombreuses preuves historiques attestent du fait que **lorsque les dépenses de pétrole atteignent 5 % du PIB, la récession suit généralement.**

“Les dépenses annuelles d’énergie ont augmenté de 6,2 % du PIB américain en 2002 et 9,8 % en 2008, ce qui a immédiatement entraîné un krach économique” indiquent les auteurs. Et le fait qu’aujourd’hui la récession persiste alors que le prix des dépenses énergétiques restent au-dessus de 9 % n’est pas pour eux une coïncidence.



[Les manipulations du cours du WTI](#), le brut nord-américain coté à New-York, ne sont sans doute pas pour rien dans cette situation.

Le post de Chris Nelder et Gregor Mac Donald est une réponse au récent article de [Daniel Yergin](#) paru dans le [Wall Street Journal](#) (VF trad. google), sur le fait que les beaux jours du pétrole abondants et bon marché ne sont pas encore comptés, et que le **peak oil** n’est pas pour demain.

Pour Michael A. Levi expert en sécurité énergétique et réchauffement climatique du [think tank US Conseil en relations étrangères](#) (VF trad. google), la ligne des 5 % n’est pas d’une évidence absolue, même s’il reconnaît qu’il existe une corrélation entre les dépenses élevées du pétrole par rapport au PIB et l’existence des récessions qui suivent les périodes d’envolée du brut.

Il souligne surtout que pour lui, c’est l’importance croissante de la volatilité des prix qui peut entraîner des difficultés économiques considérables.

Le professeur [Guy Hamilton](#) (VF trad. google) de l’université de San Diego a également étudié la question, sur les primes de risque dans le futur pour les prix du pétrole brut, l’historique des chocs pétroliers, ou les conséquences de la hausse du baril en 2008.

[Ronald Bailey](#) (VF trad. google), le [correspondant scientifique](#) de Reason.com et auteur reconnu, a repris les thèses de Guy Hamilton dans un article où il indique lui aussi que la majorité des récessions ont été provoquées par des prix du pétrole élevés.

Il note que la volatilité des prix a été une constante de la production depuis que le “colonel” Edwin Drake a foré le premier puits US en Pennsylvanie en 1859.

# Agrocarburants et déforestation : Paris et Bruxelles assument (tous comptes faits)



En Indonésie, la forêt primaire est détruite afin de planter les palmiers destinés notamment à produire des agrocarburants (et du Nutella). [DR]

Le gouvernement Sarkozy vient de [doter la France d'un observatoire des agrocarburants](#). Coïncidence ? Deux semaines plus tôt, l'Agence européenne de l'environnement (AEE) [lâchait un cochon dans le maïs](#) : l'hypothèse selon laquelle les carburants d'origine agricole seraient sans dommages pour le climat est tout bonnement « *fausse, et aboutit à une sérieuse erreur comptable* », selon les dix-neuf membres du comité scientifique de cette agence chargée de conseiller l'Union européenne.

L'AEE reprend les critiques émises depuis longtemps non seulement par les ONG écologistes, mais aussi par [les Nations unies](#), [l'OCDE](#) et, en France, par [l'Ademe](#). Le problème est simple. Lorsque les biocarburants remplacent des cultures destinées à l'alimentation, de deux choses l'une : soit ces dernières ne sont pas remplacées et « *cela peut conduire à plus de faim* », soit elles sont remplacées, et « *cela conduit à plus d'émissions* » de gaz à effet de serre, à cause de la déforestation et du défrichage. D'après l'AEE, les multiples politiques de l'Europe en faveur des agrocarburants pourraient « *aboutir à une augmentation des émissions, et donc accélérer le réchauffement planétaire* ».

Ça alors ! A moi, esprit du Grenelle : ni une ni deux, le gouvernement de la France, n°1 des agrocarburants en Europe et quatrième producteur mondial (mais attention, sans OGM !), nous sort opportunément du chapeau un observatoire des agrocarburants chargé, manifestement, de défendre leur culture. De fait, le président de cet observatoire, Pierre-Franck Chevet, directeur général de l'énergie au ministère de l'écologie, [chapitre](#) :

« Dans un contexte de risque de réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre, d'augmentation des prix du pétrole, de préoccupations sur la sécurité des approvisionnements en énergie [*tiens, tiens*], les biocarburants constituent une ressource énergétique alternative et renouvelable, essentielle pour décarboner le secteurs de transports [*décarboner ?! Mais enfin Pierre-Franck, on vient justement de dire que...*]. La France est l'un des pays européens où les biocarburants sont les plus développés et le déploiement d'exigences en matière de durabilité permettra de poursuivre dans cette dynamique. (...) C'est une filière d'avenir et une opportunité de

développement pour les industriels [*yes, man*]. »

Les agrocarburants, qui constituent 7 % des carburants que les Français consomment, « *apporteront la contribution la plus importante* » au plan de développement des énergies renouvelables que Paris s'est fixé jusqu'à 2020, insiste le gouvernement dans son communiqué.

L'observatoire des agrocarburants se réunira deux fois l'an. Selon le principe du Grenelle de l'environnement, il réunira « *les producteurs de biocarburants et autres énergies renouvelables utilisées dans les transports, les opérateurs qui commercialisent les carburants traditionnels et alternatifs, les constructeurs de véhicules routiers et non routiers, les associations de consommateurs et [sic] de défense de l'environnement* ».

Aux Etats-Unis, où 40 % des récoltes de maïs finissent déjà dans les réservoirs, le *New York Times* observe :

« Des intérêts puissants sont en jeu, tels que ceux des semenciers et des cultivateurs d'agrocarburants en Allemagne et en France et d'huile de palme en Malaisie et en Indonésie. Les agrocarburants fournissent déjà environ 4 % des carburants en Europe, avec un chiffre d'affaires annuel de 17 milliards de dollars [*12 G€*]. »

Selon la transcription d'une réunion la commission européenne sur les agrocarburants tenue en juillet, il faut « *défendre les espoirs légitimes de l'agriculture de l'UE* » et « *éviter des problèmes avec les principaux partenaires commerciaux* » de l'Europe.

Chronique d'un désastre plus qu'annoncé ? Le *New York Times* précise :

« Les commissaires européens ont également discuté de la possibilité d'attendre jusqu'à sept ans avant de pénaliser les cultivateurs des carburants qui ont les plus grands impacts sur l'alimentation et sur la déforestation »...

**On résume :** les agrocarburants sont au cœur de la stratégie climatique européenne, alors même que tout le monde dit qu'ils risquent d'aggraver le réchauffement. Tout le monde le dit, sauf les agro-industriels qui gagnent leur pain avec les agrocarburants, et les représentants politiques qui les défendent à Paris et à Bruxelles, mais qui savent déjà qu'il faudra les sanctionner un jour ou l'autre (plutôt l'autre) !

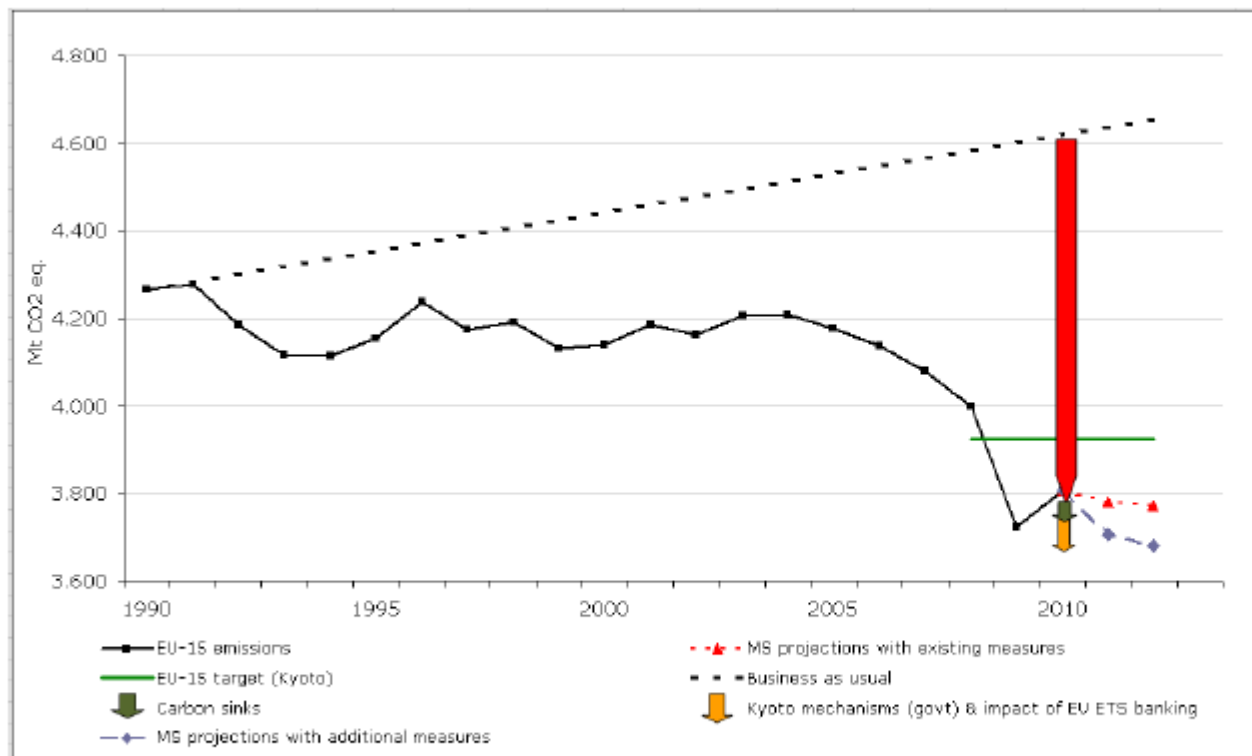
Après le financement d'élus américains climatosceptiques par des industriels européens tels que GDF-Suez ou Lafarge, voilà encore un beau scandale potentiel en train de ne pas faire la moindre vaguelette.

**Bof, après tout**, c'est bien la Pologne qui conduit les négociations internationales de l'UE sur le climat en ce moment, en assumant la présidence tournante de l'Europe. Négociations qui, comme chacun sait, avancent à grands pas. La Pologne produit 95 % de son électricité avec du charbon sale. Elle a déjà lancé quatre-vingt-dix projets d'extractions de gaz de schiste. Son premier ministre juge qu'aucune régulation nouvelle « n'est nécessaire » pour encadrer ces gaz de schiste.

Les climatosceptiques sont en train de gagner, se lamente pendant ce temps le climatologue américain James Hansen, père de la lutte contre le réchauffement.

L'Agence européenne de l'environnement, toujours elle, vient de faire savoir (hourra !) que les émissions annuelles de gaz à effet de serre de l'Europe sont en recul de 10,7 % par rapport à 1990. Comment ? Grâce, nous dit l'AEE, et par ordre d'importance, « *à la transition du charbon vers le gaz naturel* » (qui émet un peu moins de gaz carbonique), et « *à la forte croissance de la production d'énergie renouvelable* »... croissance dans laquelle les agrocarburants jouent très souvent, comme dans le cas de la France, le rôle principal. Un rôle surévalué, donc, *confer* « *l'erreur comptable* » désormais dénoncée par le comité scientifique de cette même Agence européenne de l'environnement.

**Figure 1: Actual and projected emissions for EU-15**



**Note:** The arrows are based on 2008-2012 average and therefore do not correspond exactly to 2010 values.  
**Source:** European Commission, EEA

A tout prendre, une baisse 10,7 %, c'est pas si mal de la part de la seule entité mondiale qui prétend mettre en œuvre une politique sérieuse de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Sauf que jusqu'ici, cette baisse est due pour l'essentiel à la crise économique qui frappe l'Europe depuis 2007-2008, et aux délocalisations industrielles menées depuis une génération (la fameuse « [dette carbone](#) » que nous réclamant maintenant les économies émergentes).

Ce matin à la radio, Rosny-sous-Bois annonçait près de 250 km de ralentissements-autour-de-la-capitale. Cocorico, on bat des records. Outre-Manche, le gouvernement britannique [veut](#) relancer la croissance en augmentant la vitesse autorisée sur autoroute. Yes, men !

# Climat : Bruxelles envisage de tout laisser tomber !

La commission de Bruxelles interroge : l'Europe doit-elle continuer à lutter contre le réchauffement climatique, si elle reste seule à le faire. Dans une version provisoire de sa « *feuille de route 2050* », une étude prospective sur la stratégie énergétique de l'Union européenne (UE), la commission [indique \[pdf p.9\]](#) :

« Si une action coordonnée sur le climat entre les principaux partenaires mondiaux ne parvient pas à être renforcée dans les prochaines années, il faut se demander jusqu'où l'UE doit poursuivre une transition du système énergétique orientée vers la décarbonisation. »

Tout en rappelant les gains économiques sur lesquels les Européens ont fondé leur scénario de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la commission européenne souligne que ce scénario « *pourrait être trop optimiste* », et insiste :

« Il faut (...) bien voir qu'il y a des risques associés à une action unilatérale de la part de l'UE, par exemple liés à la délocalisation des émissions de carbone et à des effets négatifs sur la compétitivité. »

Atterrant (c'est-à-dire réaliste). Interrogé [par le Wall Street Journal](#), le porte-parole du commissaire européen à l'énergie refuse de commenter.



L'énorme centrale au charbon polonaise d'Elektrownia Belchatow, l'usine la plus polluante d'Europe. La Pologne, qui génère 95 % de son électricité à partir de charbon, conduit actuellement les négociations de l'Europe sur le climat.

[Konrad Konstantynowicz/Greenpeace]

L'humanité ne s'est jamais dirigée aussi droit vers la catastrophe. A un mois du [sommet sur le climat de Durban](#), c'est peu dire que les négociations internationales piétinent. L'hebdomadaire allemand [Der Spiegel](#) annonce « *la mort du processus de Kyoto* ».

La politique climatique de l'Europe, pour l'heure la plus ambitieuse du monde (correction : à peu près la seule qui existe sur Terre) laisse apparaître de vertigineux vices de forme.

Deux exemples.

La transition énergétique repose beaucoup sur les agrocarburants, dont le bénéfice est désormais mis en doute [au sein même des institutions européennes](#).

Pire, la comptabilité des émissions est fondée sur une hypocrisie en quelque sorte écoloniale : elle est fondée sur la production, et non sur la consommation. Cela veut dire que les émissions

induites par la fabrication de la multitude d'objets que les consommateurs européens font venir de Chine et d'ailleurs ne sont pas prises en compte par l'UE. Etrange de blâmer les pollueurs chinois, puisqu'ils polluent pour nous, à notre place.

Les Européens, qui posent en parangons de vertu dans les négociations internationales, rejettent les demandes des pays émergents pour prendre en compte leur « [dette carbone](#) ». Il s'agit aujourd'hui du principal obstacle à l'avancée des négociations internationales. Oui, l'obstacle, c'est bien nous.

D'après plusieurs études, si l'on tient compte de cette dette carbone, les émissions de l'Europe [ont en fait explosé depuis 1990](#), et non reculé comme on s'en félicite à Bruxelles.

L'auteur d'un blog écolo sur le site du *New York Times* [cite Machiavel](#) :

« Il faut considérer qu'il n'existe rien de plus difficile à accomplir, rien dont le succès ne soit plus douteux, ni rien de plus dangereux à mener, que d'initier un nouvel ordre des choses. Car le réformateur a des ennemis parmi tous ceux qui profitent de l'ordre ancien, et seulement de tièdes défenseurs chez tous ceux qui pourraient profiter de l'ordre nouveau, cette tiédeur émergeant en partie de la crainte de leurs adversaires, qui ont les lois en leur faveur ; et en partie de l'incrédulité de l'humanité, qui ne croit réellement à rien de nouveau tant qu'elle n'en a pas vraiment fait l'expérience. »

La seule manière de limiter le réchauffement de l'atmosphère à +2°C consisterait à fermer des usines (autrement dit à mettre en place une politique de décroissance), [s'accordent à dire](#) depuis longtemps les deux principaux centres européens de prospective économique sur le climat, le Tyndall en Grande-Bretagne et le Cired en France, dont les chercheurs alimentent les rapports des Nations unies. Mais bizarrement, ce diagnostic n'apparaît pas dans les rapports du Giec.

La Pologne occupe la présidence tournante de l'UE, et à ce titre, c'est elle qui conduira les négociations de Durban au nom de l'Europe. La Pologne dont le gouvernement [milite](#) pour qu'il n'y ait pas d'encadrement spécial à l'exploitation des gaz de schistes (dont le sous-sol polonais regorge) et qui montre bien peu d'entrain pour modifier son système de production électrique, fondé presque exclusivement sur le charbon.

On est bien là, non ? ~~Tous~~ [De nombreux] sondages d'opinion montrent que l'offensive climatosceptique menée depuis 2008, bien souvent [spon-so-ri-sée par Big Oil](#), a fort bien marché : les gens croient de moins en moins à la menace du climat. Toutefois, plus encore que les [arguments frelatés](#) contenus dans le *best seller* d'un [claude allègre](#), il semble que c'est la crise qui pèse dans ce "pragmatisme" (hûhû) de l'opinion.

Et vive l'été indien (Geronimo !)

# Vers un avenir « terrible » sans changement de cap (Agence internationale de l'énergie)

Le monde se dirige vers un avenir « *terrible* » sans changement de cap radical face à l'envolée « *énorme* » de la demande d'énergie, [a mis en garde](#) mardi le ministre de l'énergie australien, qui présidait une réunion interministérielle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à Paris.

Raréfaction du pétrole et changement climatique : « *terrible* » prise du homard, face à une demande d'énergie promise, d'après l'AIE, à une croissance de 47 % d'ici à 2050.

L'AIE [a revu de 15 % à la hausse](#) sa prévision des besoins d'investissements mondiaux dans l'énergie : 1500 milliards de dollars par an, soit 2,6 % du PIB mondial actuel. Un quart de ces investissements devrait concerner le pétrole, « *qui devient de plus en plus cher à extraire* », [souligne](#) Fatih Birol, économiste en chef de l'AIE.

L'AIE, chargée de conseiller les pays riches de l'OCDE, estime que chaque année, la production des champs pétroliers matures [décline de 2,5 à 3 millions de barils par jour](#). Cela signifie que l'équivalent de la production de l'Irak doit être mis en place tous les ans, rien que pour compenser (constat légèrement moins alarmiste [que celui émis par la compagnie Shell](#)).

Fatih Birol prévient :

« 90 % de la croissance de la production viendra du Moyen-Orient. Si dans les cinq ans, les investissements dans les infrastructures ne sont pas au rendez-vous dans cette région, les implications seront majeures pour les prix du pétrole, qui s'envoleront. »

D'après l'économiste en chef de l'AIE, la porte qui permettrait d'échapper à un réchauffement de l'atmosphère supérieur à 2°C pourrait déjà être en train de se refermer, [souligne le Wall Street Journal](#).

Le quotidien économique new-yorkais observe :

« La réunion s'est conclue sur le constat que le charbon jouera un rôle essentiel pour répondre à la croissance de la demande, et que la seule chance de contenir la hausse des températures réside dans l'invention de technologies moins chères pour piéger le CO2 et "*éventuellement permettre d'y avoir recours d'une manière plus bénigne pour l'environnement*". »



# L'avenir sera "terrible" sans changement de cap selon l'AIE

[Le monde sera face à un avenir "terrible"](#) sans changement de cap radical face à l'augmentation de la demande d'énergie, a averti mercredi l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) au cours d'une réunion de deux jours.

La hausse de la demande mondiale d'énergie devrait être de 35 % au cours des 25 prochaines années. Et devrait être due à 90 % à la demande hors des pays développés. Cette augmentation qui concerne toutes les fournitures d'énergie devrait être de 47 % d'ici 2035.



Pour le seul [pétrole](#), l'Agence prévoit qu'elle passera de 84 à 107 millions de barils/j en 2035. Quand dans le même temps elle rappelle que 2,5 à 3 millions de barils/j provenant des principaux champs sont définitivement perdus en raison du déclin annoncé depuis 2009.

Il faut quand même préciser [que le déclin](#) est en réalité d'au moins de 5 %, et que cela correspond donc à plus de 4 millions de barils en fonction de la production actuelle, ce qui fera avec l'année prochaine une décreue cumulée de près de 12 millions, depuis le début de cette chute de production.

On pense déjà à avoir des [difficultés à fournir 90 millions](#), cela semble encore donc plus [problématique](#) de pouvoir [fournir davantage](#) en même temps que [l'augmentation de la demande](#).

## Le lien entre choc pétrolier et ralentissement économique

Cette annonce a lieu un peu avant la sortie du rapport annuel de l'Agence, le *World Energy Outlook* (WEO), prévue pour le 9 novembre. Ce qui est une manière comme une autre de préparer le terrain.

Le pic pétrolier ne serait donc pas pour demain, mais pour après-demain, si le monde ne modifie pas la courbe de ses besoins. Concernant une date de survenue des problèmes, il n'y a plus un expert sérieux qui donne un pronostic.

Car nous sommes dans l'épaisseur du trait et pour qui s'informe du sujet, [cela peut très bien intervenir dans le court terme, au moins pour le problème de l'offre face à la demande](#) ([voir "Une genèse de la crise pétrolière"](#)).

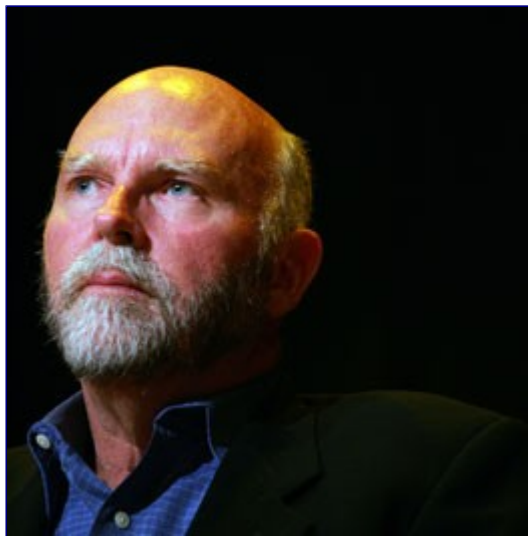
David Fyfe chef de la division de l'industrie et des marchés pétroliers à l'AIE, avait quand même rappelé dans une note sur les marchés pétroliers, la corrélation entre le ralentissement économique consécutif à chaque choc pétrolier, [déjà évoqué par d'autres sources](#).

Et en plus, la condition *sine qua non* pour assurer le développement du modèle énergétique mondial est d'injecter 38 000 milliards de dollars d'ici 2035. Pour peu qu'il y ait des problèmes d'offre et de demande dans le court-terme, avec les conséquences économiques qui s'en suivraient, où va t-on trouver l'argent sur fond d'endettement des Etats ?

# Exxon et Craig Venter tombent en panne d'algues

Bon, les micro-algues OGM, ça colle pas : Craig Venter, le célèbre généticien américain, compte maintenant sur la création *ex-nihilo* d'organismes pour développer une génération nouvelle de biocarburants économiquement viable. Fumeux.

Le programme de recherche sur les micro-algues [lancé en 2009](#) par Craig Venter et ExxonMobil est-il en train de tourner court ? [Craig Venter](#), [qui revendique d'être] l'auteur de la première carte complète du génome humain et le père du premier chromosome 100 % artificiel, vient de reconnaître que son équipe ne parvient pas à identifier une variété modifiée génétiquement qui permettrait de développer une filière rentable de biocarburants à base de micro-algues, lors d'une [conférence](#) mercredi à Washington.

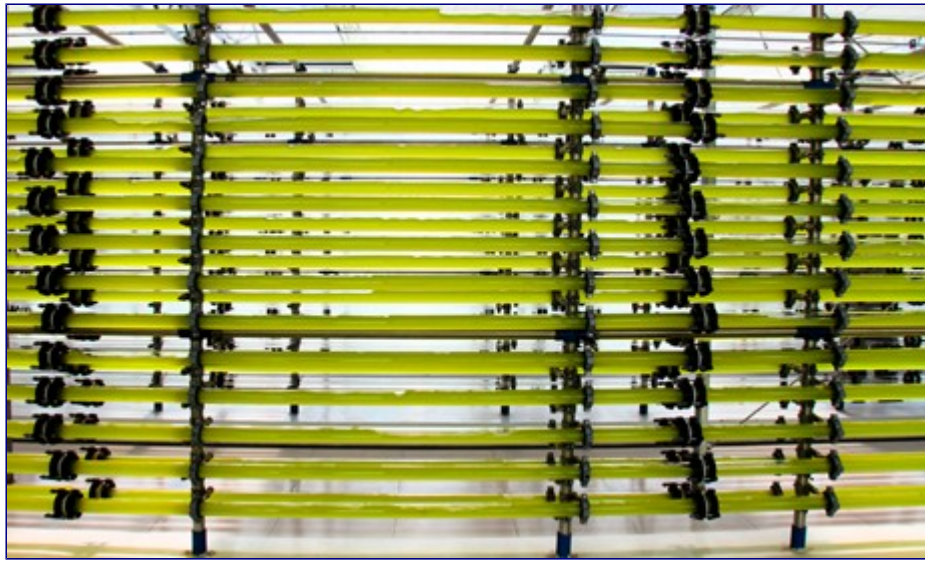


Craig Venter, fondateur de Synthetic Genomics Inc. [DR]

Les chercheurs de [Synthetic Genomics Inc.](#), dotés d'un budget potentiel de 600 millions de dollars par Exxon, premier groupe industriel privé de la planète, vont continuer à tenter de manipuler génétiquement une micro-algue naturelle afin d'en obtenir un carburant rentable. Mais Craig Venter se dit désormais convaincu « *qu'une approche passant par des cellules entièrement synthétiques sera la meilleure voie vers une vraie rupture [technologique]* », d'après [une déclaration obtenue par Steve Levine](#), du magazine américain *Foreign Policy*.

Ce nouvel aveu d'échec de l'industrie biotech (tiens, la Chine [vient de suspendre](#) la commercialisation du riz et du blé OGM) paraît être lourd d'implications. Si la manipulation génétique d'une variété existante de micro-algue est une impasse, le développement d'une variété entièrement artificielle fait entrer dans la pure science-fiction le programme de recherche de Craig Venter, présenté par Exxon comme une réponse potentielle à la raréfaction des carburants fossiles. La solution que Craig Venter considère désormais comme « *la meilleure voie vers une vraie rupture* » paraît non moins incertaine [que la réussite du développement d'un réacteur de fusion nucléaire opérationnel](#) à Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône.

"Science-fiction" aussi parce que Craig Venter, partisan de la privatisation du vivant, a [tenté de] déposer depuis le début des années quatre-vingt-dix des milliers de brevets sur des séquences génétiques exprimées dans le cerveau humain. Un biocarburant du futur développé à partir d'un éventuel artefact vivant propriété de Venter et d'ExxonMobil ? Brrr.



Micro-algues dans des "bioréacteurs". [DR]

La production actuelle d'agroc carburants dits "de [première génération](#)" (1,1 million de barils par jour en 2009, soit 3 % de la demande mondiale de carburants) est sans doute proche de ses limites : les Etats-Unis y consacrent déjà [40 % de leur récolte de maïs](#), tandis qu'au sein des institutions européennes, ses conséquences néfastes pour le climat et la biodiversité sont [critiquées plus en plus vivement](#).

La mise en place des filières actuelles d'agroc carburant, notamment au Brésil, a pris un quart de siècle. Peu de chance, quoi qu'il arrive, de voir les alternatives émerger rapidement.

L'armée américaine est, avec Exxon, l'investisseur le plus impliqué dans le développement de biocarburants expérimentaux. Une stratégie récemment [jugée inefficace et même irréaliste par la RAND corporation](#), un centre de recherche incontournable aux Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire. Le Pentagone fait partie des groupes d'humains peu chevelus [qui ont fait part des plus vives inquiétudes](#) à l'égard de l'imminence possible d'un déclin de la production mondiale de carburants liquides, au même titre que la Lloyd's, Chatham House ou que la Bundeswehr. La facture énergétique de l'armée américaine, sans doute l'institution au monde la plus vorace en énergie, s'est élevée [à plus de 15 milliards de dollars en 2010](#), soit 80 % de la facture énergétique du gouvernement fédéral américain.



Le *Riverine Command Boat*, vedette de combat expérimentale alimentée par un mélange de gazole et de biocarburant à base de micro-algues. [US Navy]

## Ce qui attend Sonatrach dans la Libye sans Kadhafi

Écrit par Idir Ahatim   Lundi, 24 Octobre 2011 22:00



Sonatrach compte poursuivre ses investissements en libye

Avec la mort de Kadhafi et la traque en cours de Seif Al Islam, une page est sur le point de tourner en Libye. Désormais la realpolitik reprend ses droits. Avec des questions sur la manière dont les futures autorités libyennes vont gérer le domaine minier pétrolier et gazier du pays.

Les groupes pétroliers déjà implantés en Libye n'attendent pas et s'empressent de reprendre leurs activités. Après l'italien ENI, qui a signé un accord dans ce sens avec Conseil National de Transition au mois d'août dernier, c'est au tour de l'espagnol Repsol de se rapprocher des nouvelles autorités du pays pour préparer un retour à la normale des activités. A l'heure où les convoitises se manifestent de nouveau et ouvertement au sujet des hydrocarbures libyens, des questions se posent sur le sort réservé aux investissements de Sonatrach en Libye. Sonatrach, c'est-à-dire l'Algérie, devra négocier désormais avec le CNT pour maintenir sa présence sur le sol libyen. Le CNT avait menacé de revoir tous les contrats signés du temps de Kadhafi car ces contrats étaient l'œuvre « de quatre ou cinq personnes avec l'accord du 'guide' lui-même et avec, à la clef, des commissions pour ses fils ». Des représentants du CNT ont enfoncé le clou en affirmant à plusieurs reprises que si les contrats signés par Mouammar Kadhafi seraient respectés pendant la période de transition, les pays qui ne l'avaient pas soutenu risquaient de perdre des contrats. Visés les algériens ? Le discours des responsables algériens continue d'afficher une apparente sérénité.

### « Apparente sérénité »

« Nous avons des investissements en Libye que nous allons poursuivre », a déclaré M. Youcef Yousfi, ministre algérien de l'énergie et des mines, à l'issue d'une séance d'adjudication de blocs d'exploration. « Nous avons plusieurs sociétés de services pétroliers qui ont quitté la Libye mais qui vont y retourner dès l'apaisement de la situation », avait-il ajouté après le rapatriement de quelque 80 employés de l'entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP) et l'ENAGEO (entreprise algérienne de géophysique) travaillant en Libye pour le compte de SIPEX, (Sonatrach International Petroleum Exploration & Production). Pour rappel, la SIPEX active en Libye dans deux blocs d'exploration dans le bassin de Ghadamès près des frontières algériennes. Nul doute que la prochaine visite à Alger d'une forte délégation du CNT libyen sera l'occasion de préciser les positions des uns et des autres. On peut penser aussi que le devenir des enfants, réfugiés en Algérie, de feu Kadhafi, pèsera dans la balance.

### Intérêt stratégique de l'Algérie dans l'amont libyen

Les experts prédisent un peak-oil (pic pétrolier) relativement proche pour le pétrole algérien, le domaine minier national présentant plutôt un profil « gaz ». C'est un fait que les réserves prouvées récupérables de la Libye sont quatre fois plus importantes que les réserves algériennes, pour un coût d'extraction du baril similaire. Il est aujourd'hui évident pour tous qu'il vaut mieux produire sa propre énergie que dépendre des mouvements erratiques, aggravés par une spéculation effrénée, du marché pétrolier. C'est pourquoi la stratégie visant à externaliser les activités amont de Sonatrach a été initiée il y a plus d'une décennie. Même produit à l'étranger, la part de Sonatrach dans des activités régies par des contrats de partage de production revient à son propriétaire, à savoir l'Algérie. En dépit des tensions qui ont marqué la période de la guerre en Libye, aujourd'hui officiellement terminée, de nombreux observateurs s'accordent à dire que les deux parties ont intérêt à préserver les accords conclus. Ils font remarquer que si les nouvelles autorités libyennes déchiraient le contrat avec Sonatrach, cela constituerait un très mauvais signal pour la communauté pétrolière internationale. Tout investisseur en Libye pourrait subir le même sort. Si elles souhaitent «punir

» L'Algérie, les autorités libyennes, ne pouvant revenir sur des engagements contractuels, peuvent cependant multiplier les obstacles et tracasseries bureaucratiques. Quant à la récompense promise aux Occidentaux, elle pourrait prendre la forme de contrats de réalisation de projets de reconstruction, de prestations de services... qui pourraient être attribués à des sociétés françaises. Total pourrait être favorisé pour l'attribution de nouveaux contrats de recherche... Les possibilités de renvoi d'ascenseur sont nombreuses compte tenu des besoins de l'économie libyenne et de ses capacités financières, selon ces mêmes observateurs